

Pour un nouveau partenariat entre la Tunisie et l'Union européenne

Kapitalis - Ahmed Ben Mustapha - 16 mars 2016

Il faut que l'accord de libre échange complet et approfondi (Aleca) avec l'Union européenne soit adapté aux besoins spécifiques de la Tunisie post révolution.

✘ Dans une série de précédents articles consacrés aux relations entre la Tunisie et l'Union européenne (UE), j'avais déploré le caractère totalement déséquilibré et inéquitable des accords de partenariat conclus depuis l'indépendance ou envisagés après la révolution dont l'accord de libre échange complet et approfondi (Aleca) en cours de négociation. Et j'avais alors préconisé la renégociation du plan d'action en vue d'aboutir à l'élaboration en commun des termes d'un nouveau et véritable partenariat mutuellement bénéfique et profitable aux deux parties.

En fait, mon engagement sur ce dossier rejoint celui d'un nombre croissant d'activistes indépendants de la société civile récemment confortés par l'implication d'importantes organisations de la société civile tunisiennes et méditerranéennes; ce qui confère à ce mouvement d'opinion une importance et une influence accrues auprès de l'opinion publique et des décideurs des deux cotés de la méditerranée.

A ce propos il convient de relever que la Tunisie et l'UE ont convenu de tenir la réunion du conseil d'association tuniso-européen en avril 2016 dans un contexte marqué par une forte mobilisation de la société civile tunisienne sur les problématiques liées au partenariat avec l'UE dans la perspective d'une prochaine reprise des négociations entamées en octobre 2015 sur l'Aleca. Cet accord - fortement controversé en Tunisie - suscite les réserves et les craintes de nombreux activistes et spécialistes issus des sphères politiques, économiques, diplomatiques et universitaires ainsi que des milieux d'affaires, associatifs et syndicaux.

La société civile pour la refonte du partenariat avec l'UE

A noter que les formes d'expression de ces préoccupations - initialement limitées à

quelques articles de presse – prennent de plus en plus la forme d’un courant d’opinion et d’un mouvement organisé impliquant pour la première fois d’importants acteurs de la société civile tunisienne et européenne représentatifs des deux rives de la Méditerranée.

L’objet de cet article est de focaliser l’attention sur ce mouvement d’opinion qui revêt à mon sens une importance capitale en raison de ses répercussions possibles sur la reformulation du cadre stratégique des négociations et des futures relations de la Tunisie avec l’UE.

En effet le gouvernement tunisien devrait tirer profit de cette mobilisation de la société civile pour demander le report des négociations et ouvrir une consultation nationale sur ce sujet dont les enjeux touchent à l’avenir de la Tunisie.

D’ailleurs, il est inconcevable de continuer à gérer ce dossier de nature stratégique comme s’il s’agissait d’un simple accord commercial; c’est pourquoi il conviendrait de le confier à la diplomatie tunisienne avec pour mandat la renégociation du plan d’action et la redéfinition de son contenu dans le but d’aboutir à un vrai partenariat, bilatéral et régional, d’essence politique, sécuritaire, économique et réellement profitable aux deux parties et aux deux rives.

[Lire l’article...](#)